

DE NOUVELLES RESTRICTIONS À NOS LIBERTÉS, DE NOUVELLES ATTAQUES ANTISOCIALES.

Le gouvernement vient de remettre en route « l'état d'urgence » sanitaire : des mesures restrictives des libertés individuelles et collectives, dont un couvre-feu, ont été annoncées par le Président de la République, prétendument fondées sur une analyse « scientifique » de l'épidémie de coronavirus, cependant les autorités sanitaires du pays ne s'interrogent plus sur la surmortalité à venir des autres grandes causes de décès (cancers, maladies cardio-vasculaires) dont la prise en charge est délaissée, ni sur le fait qu'une partie des sujets classifiés parmi les personnes « décédées de la Covid » sont en réalité mortes en raison d'une autre pathologie mais classifiées Covid parce qu'elles étaient également porteuses du virus.

Ces affirmations sont celles de 270 médecins, infirmier-e-s, chercheur-se-s et philosophes, dont la tribune qui devait initialement être publiée dans le Journal du Dimanche le 27 septembre, a finalement été censurée juste avant sa parution.

Il est évident à la lumière de ce manifeste que nous ne devons pas nous laisser gouverner par la peur et l'aveuglement, lesquels conduisent à des interprétations erronées des données statistiques et à des décisions administratives disproportionnées, telles que paralyser tout ou partie de la vie de la société. La tentative de faire disparaître ce virus en réduisant à néant la vie sociale peut avoir aussi pour but de créer un climat anxigène dans la population, peu propice à une vision lucide et critique face aux mesures gouvernementales.

Et bien entendu, c'est sous couvert de cette crise sanitaire que les entreprises toujours plus avides de profits justifient le recours aux fermetures et aux licenciements : pour nos secteurs on peut citer

Bridgestone, Cargill, Agfa, Hutchinson, Michelin, Boiron, Famar... Tandis que le gouvernement dispense à qui mieux mieux des subventions aux entreprises (72,2 milliards d'euros en 2019 et 100 milliards sur 2020, baptisés « plan de relance »).

Le capitalisme se frotte les mains, tire à lui tous les profits, et récupère également les subventions de l'Etat... Et tout cela semble acquis, comme accepté par les salariés impactés : en effet, devant ce désastre économique, les réactions au niveau nécessaire sont pratiquement inexistantes.



Le virus ne doit en aucun cas servir d'alibi pour anéantir toute l'économie et nous priver des moyens de vivre décemment.

IL EST PLUS QU'URGENT DE DIRE NON À CETTE DICTATURE SOUS-JACENTE !

Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. Le coup de gueule.